

Sommaire

LA CRISE POLITIQUE	1
▶ Les premiers pas du nouveau président.....	1
▶ Les résultats officiels des législatives, la présidence de l'assemblée nationale	3
▶ La question de la désignation du futur premier ministre	3
▶ Recomposition politique, opposition	5
▶ Diplomatie, coopération.....	6
▶ Divers.....	7
DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE	9
▶ Pauvreté, OMD	9
▶ Santé publique.....	9
▶ Gouvernance, justice, insécurité	10
▶ Droits des femmes, esclavage moderne.....	12
ECONOMIE - SOCIAL - ENVIRONNEMENT	12
▶ Ressources minières	12
▶ Filière bois de rose.....	12
▶ Environnement	13
▶ Bailleurs de fonds	14
▶ Divers.....	14

LA CRISE POLITIQUE

▶ Les premiers pas du nouveau président

01/02 - Hery Rajaonarimampianina : « Le gouvernement doit refléter la réconciliation nationale ». De retour du sommet de l'UA à Addis-Abeba, le président a démenti la rumeur insistante selon laquelle il avait rencontré Marc Ravalomanana. Au sujet de la désignation du premier ministre et la composition du gouvernement, il a souligné que « *le gouvernement doit refléter la réconciliation nationale* ». Et d'ajouter que « *la réconciliation nationale embrasse plusieurs domaines notamment politique, social et économique* », faisant remarquer au passage l'importance qu'il attache à une décentralisation effective. Hery Rajaonarimampianina a indiqué qu'il attendra les résultats officiels des législatives pour se prononcer sur la question de la désignation du premier ministre. Malgré une probable domination du Mapar à la Chambre basse, il continue de croire qu'il dispose d'une marge de manœuvre pour ouvrir son gouvernement aux autres forces politiques dans un souci d'apaisement, note *La Gazette*. La question du retour de Marc Ravalomanana mérite encore réflexion, a-t-il admis, bien que ce sujet aille de pair avec la nécessité de l'apaisement et de la réconciliation. Le rapatriement de l'ancien président ne ferait pas partie pour l'instant de ses priorités. « *Comme je l'ai toujours dit, ma priorité sont les vingt millions de Malgaches* », a-t-il réitéré. Après l'accueil enthousiaste que le sommet de l'UA a réservé au nouveau président, la mouvance Ravalomanana ne se trouve plus en position de force pour exiger le retour d'exil de son leader.

La présidence Rajaonarimampianina exposée à un coup d'État, s'alarme L'Express. Une étude de l'analyste politique américain Jay Ulfeder, publiée par le *Washington Post*, indique qu'il y a une chance sur quatre qu'un putsch se produise en 2014 dans la Grande île. Cette étude est basée sur divers paramètres, dont le système politique, les années d'indépendance, l'existence ou non d'une élite dominante et le legs postcolonial. Elle porte sur 40 pays dont 28 pays africains. Madagascar se trouve en 2ème position, derrière

la Guinée en matière de risque de coup d'Etat. Pour *L'Express* le contexte actuel n'est effectivement guère rassurant. La tension entre le Mapar d'Andry Rajoelina et le parti présidentiel HVM augmente considérablement le risque d'un nouveau conflit politique dans un avenir proche. « *Les proches de Hery Rajaonarimampianina jouent avec le feu en déclarant une guerre précoce aux pro-Rajoelina, alors que le processus de sortie de crise est encore fragile et que le nouveau régime est trop récent* », estime Serge Zafimahova, observateur politique. Mais le danger potentiel pour le pouvoir n'est pas d'ordre politique mais plutôt socio-économique. Le prochain gouvernement aura besoin d'une année au moins pour pouvoir conclure les procédures de collaboration avec les grands bailleurs de fonds. A titre d'exemple, l'évaluation du dossier malgache par le FMI ne prendrait pas moins de six mois. Si déblocage de fonds il y a, ce ne serait donc pas avant 2015. De plus, il ne faut pas sous-estimer les risques que comporterait une dévaluation de l'Ariary, plus que probable selon les experts du Fonds. Serge Zafimahova craint qu'une telle éventualité débouche sur des émeutes de la faim. Une situation qui pourrait profiter aux opposants au régime de Hery Rajaonarimampianina.

03/02 – Retour sur la découverte d'une cinquantaine de carcasses de tracteurs au palais présidentiel d'Iavoloha lors de l'état des lieux commandé par le nouveau président. *La Gazette* explique qu'il s'agit du reliquat sur les 410 tracteurs importés de l'Inde sous la présidence Ravalomanana. Ce dernier voulait à l'époque favoriser l'avènement d'une « *révolution verte* », et misait sur une mécanisation de l'agriculture. L'acquisition de ces équipements avait défrayé la chronique, en raison notamment de l'identité des personnalités impliquées, dont le ministre de l'Agriculture de l'époque, Panja Ramanoelina, et le jeune opérateur économique Ny Rado Rafalimanana, DG d'Axius, candidat exclu de la course à la présidentielle, qui avait joué le rôle d'intermédiaire. L'achat a fait couler beaucoup d'encre car des sommes énormes, qui auraient dû être reversées à l'Etat malgache, ne l'ont jamais été. Une partie des 410 tracteurs a été cédée aux régions ou à des sociétés d'Etat agricoles. Une autre a été revendue au secteur privé. Au total, 200 engins auraient fait l'objet de transactions irrégulières et n'ont pas été retrouvés. Dans l'affaire, celui qui fut ministre de l'Agriculture en 2011-2012, Vyvato Rakotovoao, leader pro-Ravalomanana, rallié à la Transition, a été convoqué par le Bianco. La transaction n'aurait pas été réalisée selon les règles et des soupçons de détournement ont plané. Vyvato Rakotovoao fut, entre-temps, nommé membre du CST et bénéficia de l'immunité parlementaire.

07/02 - Andry Rajoelina serait fort mécontent du manque de reconnaissance de son successeur, selon *La LOI*. A diverses reprises, le président sortant a reproché à Hery Rajaonarimampianina de ne pas avoir reconnu en public que c'était grâce à son soutien qu'il avait été élu à la présidence. Cette brouille entre les deux hommes s'est notamment ressentie lors de la passation de pouvoir. Sur le fond, le président sortant se voit comme un recours possible à Hery Rajaonarimampianina en cas d'échec de sa présidence. Dans ses contacts privés avec ses amis étrangers, il n'hésite pas à se présenter comme le futur président de Madagascar.

Les évêques catholiques furieux contre Norbert Lala Ratsirahonana. En tant que président du comité préparatoire de l'investiture du nouveau président, le conseiller spécial du président sortant s'est attiré les foudres des évêques qui n'ont pas pu assister à la cérémonie à cause du choix de la date, rapporte *La LOI*. Depuis plus d'un mois, ils avaient prévu de se rendre le même jour à Antsiranana pour assister à l'intronisation du nouvel archevêque. L'archevêque d'Antananarivo, Odon Marie Arsène Razanakolona, qui, d'après *La LOI*, avait soutenu Hery Rajaonarimampianina, a fait part de sa mauvaise humeur. Finalement, seul le nonce apostolique, Eugène Martin Nugent s'est rendu à l'investiture. Pour rattraper le coup, le nouveau président a effectué son premier déplacement à Antsiranana le 26 janvier pour assister à la première messe donnée par le nouvel archevêque.

10/02 - Pour l'éditorialiste de *Tribune*, « il faut « sauver le soldat Ra-Hery ». Dans ce jeu d'échecs grandeur nature vers la primature, le temps joue contre le président Rajaonarimampianina. Les réseaux pro-Rajoelina se reforment, s'activent, se financent. Le capital-confiance généré par les premiers jours du président est en train de s'effriter et il perd du terrain. Entouré d'aventuriers et d'opportunistes, faisant preuve d'une prudence excessive, ses actes n'ont toujours pas suivi pour démontrer que la page de la Transition est tournée. S'il continue sur cette pente glissante, estime-t-il, il va se retrouver impuissant à contempler l'arrivée à la primature d'un homme du Mapar, voire du président de l'ex-Transition. Ne risque-t-il pas d'être contraint à composer avec ceux qui ont démontré leur capacité de nuisance ? Le président Rajaonarimampianina a oublié que la Constitution de la IVème République fait de la maîtrise de l'assemblée nationale une condition de l'effectivité de son pouvoir. Il risque de devenir l'otage du Mapar.

12/02 - « Hery Rajaonarimampianina : entouré d'expatriés », titre *La Gazette*. « Depuis le début de la campagne présidentielle, le nouveau chef de l'Etat s'est entouré d'expatriés et de binationaux afin de l'aider à conquérir le monde », écrit le quotidien. Ses deux « parrains » de la présidentielle, Jules Etienne et Roger Kolo, ont été mis à forte contribution. S'il avait les coudées franches, le président de la République aurait

choisi son premier ministre parmi ces deux métis binationaux qui ont manifesté leur ambition pour la primature depuis septembre 2013. Roger Kolo essaierait actuellement de s'attirer les bonnes grâces du leader du Mapar. Les deux autres conseillers « importés » sont Henri Rabary-Njaka, avocat au barreau de Paris, et Patrick Rajoelina. Si le premier vise le poste de secrétaire général de la présidence, le second rêve de devenir ministre des affaires étrangères. Cette équipe d'expatriés bénéficierait des conseils du Français Philippe Leclerc, ex-conseiller du président de la Transition, qui a préféré prendre ses distances pour se rapprocher de l'ex-Grand argentier.

► Les résultats officiels des législatives, la présidence de l'assemblée nationale

07/02 - Proclamation des résultats officiels des législatives (151 sièges à pourvoir) : 49 sièges reviennent au Mapar d'Andry Rajoelina, 20 à la mouvance Ravalomanana, 44 aux indépendants et 34 aux autres formations politiques : Malagasy Miara-Miainga (MMM) de Hajo Andrianainarivelo, arrivé troisième au second tour de la présidentielle, MTS, MDM, Parti Vert... Les indépendants, qui talonnent numériquement le Mapar, seront, à n'en pas douter, fortement convoités dans la nouvelle assemblée. Pour *L'Express*, beaucoup d'entre eux vont se découvrir un « père adoptif », moyennant intéressement. La loi du plus offrant déterminera comme d'habitude le camp dans lequel trouvera place un indépendant. Pour *La Gazette*, le mouvement d'Andry Rajoelina a bel et bien été plébiscité par les électeurs. Le résultat constitue un cinglant désaveu de la communauté internationale. Celle-ci n'est donc pas fondée à poursuivre ses ingérences en exigeant que soit mises à l'écart du futur gouvernement les personnalités qui ont été associées au régime de Transition. La session spéciale de la Chambre basse qui doit se tenir le 18 février devrait permettre de connaître le nouveau rapport de forces politique.

Des fraudes massives, des irrégularités et des transgressions du code électoral ont conduit la CES à annuler le scrutin dans 4 circonscriptions périphériques. Des législatives partielles seront donc organisées le 30 mai dans ces districts, après la saison des pluies et clôture de la révision annuelle de la liste électorale. Les financements existent car le Programme d'appui au cycle électoral malgache (Pacem) a prévu les financements jusqu'aux communales. Les opérations de vote ont également été annulées pour omission de formalités substantielles et pour absence de documents électoraux dans 68 bureaux de vote. Au total, 609 requêtes ont été traitées par la CES. Parmi elles, celles déposées par des électeurs tendant à la disqualification de la liste Mapar au niveau national, ou de l'annulation totale des voix obtenues par cette liste sur l'ensemble du territoire. Deux candidats ont été disqualifiés.

11/02 - Christine Razanamahasoa, ancienne ministre de la justice de la HAT, sera la candidate du Mapar au poste de président de l'assemblée nationale. La partie est cependant loin d'être gagnée, la formation pro-Rajoelina n'ayant pas un nombre suffisant d'élus pour imposer son choix sans le renfort de députés indépendants. L'éventualité d'une coalition pour un second pôle à la chambre basse peine à se concrétiser mais il est possible qu'un front anti-Mapar finisse par voir le jour. « *Nous attendons le 18 février [session spéciale de la chambre basse] avant de nous prononcer. Là, nous verrons le réel rapport de force et ceux qui auront vraiment la majorité, car nous avons aussi des partis qui roulent avec nous* », déclare Guy Rivo Randrianarisoa, député de la mouvance Ravalomanana. Il prévient que les députés issus de la mouvance Ravalomanana n'intégreront pas le parlement si le Mapar et le HVM forment un bloc.

► La question de la désignation du futur premier ministre

01/02 - Le difficile choix du premier ministre. La *LOI* rappelle que Hery Rajaonarimampianina va devoir attendre la proclamation officielle des résultats des législatives puis la réunion de l'assemblée nationale avant de choisir son premier ministre. Divers réseaux d'influence l'assaillent pour tenter de lui forcer la main. Il y a tout d'abord Andry Rajoelina avec lequel ses relations se sont fortement détériorées et dont le parti - le Mapar - disposerait d'un tiers des députés. L'ancien président de la Transition et ses partisans voudraient imposer à la primature l'ancienne ministre de la justice, Christine Razanamahasoa, d'origine Betsileo, ou le secrétaire général sortant de la présidence, Haja Resampa; ou encore le leader du Mapar, Jean de Dieu Maharante. Mais Hery Rajaonarimampianina serait contraint de les récuser s'il veut marquer sa différence avec le précédent régime. L'ancien maire de la capitale, l'homme d'affaires Edgard Razafindravahy, manœuvrerait pour se positionner comme un candidat de conciliation. Pour tenter de garder la main, Hery Rajaonarimampianina serait tenté de maintenir à son poste l'actuel premier ministre, Jean Omer Beriziky. Une tradition non écrite veut que le premier ministre soit côtier quand le président est Merina. Du coup, Roland Ratsiraka, qui a rallié Hery Rajaonarimampianina au second tour, pourrait convenir. Mais son parti n'a obtenu qu'un unique siège, son poids au parlement sera très faible. D'autres personnalités côtières sont sur les rangs, tel Pierrot Botozaza, natif de Sainte Marie et actuel vice-premier ministre. Proche de Marc Ravalomanana, il a déjà rencontré Andry Rajoelina et le nouveau président, il a même sollicité l'appui de l'archevêque d'Antananarivo, Odon Razanakolona, et de l'ex-président Zafy Albert. L'ancien ministre de l'économie, Richard Fienena, est également côtier. Cet élu député était le directeur de campagne d'Hajo Andrianainarivelo

au premier tour de la présidentielle. C'est un franc-maçon formé en agro-industrie à Moscou, ancien d'HEC Paris et membre du CA de Telma. Un militaire s'intéresse aussi à la primature : le général de gendarmerie Didier Gérard Paza. Franc-maçon et proche d'Hajo Andrianainarivelo, il a surtout le soutien de Solofo Rasoarahona, le nouveau secrétaire général de la présidence. Enfin, Hajo Andrianainarivelo lui-même, bien que *Merina*, négocie ce poste de premier ministre. Mais ce dernier peut tout aussi bien jeter son dévolu sur un outsider, tel le prince du Menabe, Georges Kamamy, gendre du professeur Zafy Albert.

03/02 - Les divergences de vues sur la procédure de désignation du premier ministre suscitent l'inquiétude. Le Mapar, plateforme de soutien à Andry Rajoelina, persiste à affirmer qu'il détient l'exclusivité du droit de présentation du candidat du fait qu'il arriverait en tête des sièges de députés, tandis que les indépendants et la mouvance Ravalomanana l'attribuent au groupe parlementaire majoritaire. Sahondra Rabenarivo du SeFaFi évoque la nécessité d'une majorité absolue et de ce fait, la désignation du premier ministre par un groupe parlementaire, étant donné qu'aucun parti ne remplit le quota nécessaire. « *L'interprétation de la HCC sera déterminante quant à la légitimité et la stabilité du prochain gouvernement* », écrit *Tananews*. Une question se pose : pourquoi la HCC n'a-t-elle toujours pas tranché ce flou juridique ? « *Parce que personne ne l'a saisie. Tout le monde attend les résultats définitifs de ces législatives pour faire valoir son interprétation* », répond Annie Rakotoniaina, juriste du SeFaFi.

07/02 - Conforté par la victoire du Mapar aux législatives (49 sièges sur 151), son président et magistrat, conseiller d'Andry Rajoelina, Jean De Dieu Maharante, réitère que c'est à sa formation de désigner le premier ministre. La Constitution, martèle le nouveau député, ne spécifie nullement qu'il faut nécessairement qu'un groupe détienne la majorité absolue pour procéder à cette désignation. Il attend néanmoins l'avis de la HCC, que certains auraient déjà consulté.

Les observateurs estiment que la présence d'Andry Rajoelina à la célébration de la journée sanglante du 7 février 2009, organisée au lendemain de la proclamation des résultats officiels des législatives, constitue pour le Mapar une excellente opportunité pour rappeler au nouveau pouvoir qu'il est en position clé pour imposer le nom du futur premier ministre.

08/02 - Le Mapar et Andry Rajoelina en conclave pour déterminer l'identité du futur premier ministre. En face, d'autres entités s'organisent pour constituer une majorité. Hery Rajaonarimampianina, aurait de son côté saisi la HCC pour interprétation de l'article 54 de la Constitution qui régit la nomination du premier ministre mais l'information n'a pas été confirmée. Au-delà de la question de la désignation du premier ministre, le Mapar devait également se concerter sur la manière d'obtenir une majorité absolue au sein de l'assemblée nationale. Des élus indépendants auraient été conviés à la rencontre et appelés à se rallier. De l'autre côté de l'échiquier politique, un groupe parlementaire composé entre autres de la mouvance Ravalomanana, du « *Malagasy miara miaina* » (VPM-MMM) de Hajo Andrianainarivelo, ou encore du parti Vert et d'une frange des indépendants, serait en passe de tenter également de dégager une majorité.

10/02 - 83 députés nouvellement élus auraient fait allégeance à Hery Rajaonarimampianina, donnant à ce regroupement la majorité absolue l'autorisant à proposer le nom du premier ministre. Une unité qui ne saurait être brisée sous peine de dissolution de l'assemblée nationale et de risque de crise institutionnelle, met en garde *Ma-TV*. Le Mapar, de son côté, avance la conquête de 74 sièges. Outre les 48 élus sous ses propres couleurs, il aurait acquis à sa cause 26 autres élus, majoritairement indépendants. Ce groupe, placé sous la houlette d'Andry Rajoelina, n'a pas encore déclaré son appui au chef de l'État mais, selon les observateurs, une alliance semble se profiler entre le Mapar et Hery Vaovao ho an'i Madagasikara (HVM). Les deux parties se sont rencontrées à huis clos et auraient pu évoquer la question de la nomination du premier ministre. Le rapprochement amorcé entre la mouvance Ravalomanana et le HVM n'aurait pas abouti, si l'on en croit le porte-parole de la mouvance.

11/02 – Pour *Midi*, la communauté internationale sera très attentive à la personnalité du futur premier ministre. La coopération bilatérale et multilatérale ne saurait reprendre avec certaines des personnalités influentes du régime de Transition. Le nom d'Andry Rajoelina figurerait en tête de cette « *liste noire* » qui comprendrait Haja André Resampa (ancien secrétaire général de la présidence), Christine Razanamahaso (ancienne ministre de la justice et députée élue), Johanita Ndahimananjara (ancienne ministre de la santé et députée élue), Reboza Julien (vice-premier ministre en charge de l'aménagement du territoire). Parmi les critères de choix énumérés, la communauté internationale ne serait pas indifférente au respect de l'équilibre régional. On parle également de l'équilibre religieux : le futur PM devrait être une personnalité issue d'une religion autre que celle du président de la République (de religion protestante). Le futur chef du gouvernement devra également être un technicien confirmé, capable aussi de maîtriser les questions politiques. *La Gazette* s'étonne que l'on puisse encore faire état d'une supposée liste noire qui mettrait sur la touche les 109 personnalités sanctionnées par la communauté internationale alors que Hery Rajaonarimampianina jouit d'un préjugé très favorable dans toutes les instances internationales...

Pour L'Express, le profil du futur premier ministre n'est pas aussi important qu'on le suppose dans le cadre des négociations avec les bailleurs de fonds. « Les bailleurs de fonds vérifient la crédibilité de l'ensemble de l'équipe gouvernementale, mais non pas l'identité de son chef. Ses ministres sont-ils crédibles dans la gestion du pays, ou sont-ils des gens assoiffés de pouvoir qui agissent uniquement pour servir leurs intérêts personnels ? », estime Zazah Ramandimbarison, ancien consultant de la Banque mondiale. Serge Zafimahova, observateur de la vie politique nationale, est du même avis. Pour lui, la nomination du chef de gouvernement repose sur une base juridique et non politique. La communauté internationale se contentera de s'assurer que les dispositions de la Constitution sont respectées. La désignation d'Andry Rajoelina ou de Christine Razanamahasoa pourraient néanmoins soulever des difficultés. Pour Ma-TV, le critère principal sera la capacité du nouveau titulaire à rétablir l'Etat de droit, à « donner un coup de pied dans la fourmi-lière », à « appliquer des mesures qui ne sont pas forcément populaires », à mettre un terme au pillage des caisses de l'Etat. Le site émet le souhait que le Bianco et le Samifin s'invitent dans ce débat parlementaire et exigent de tous une déclaration de patrimoine, publiée dans la presse.

12/02 - « C'est le président qui nomme le premier ministre. Je le ferai en tenant compte de l'intérêt de la Nation », affirme une nouvelle fois Hery Rajaonarimampianina, qui semble déterminé à ne pas accepter de se faire forcer la main par le Mapar d'Andry Rajoelina. Pour L'Express, « l'identité du futur locataire de Mahazoarivo déterminera la concrétisation ou non de la politique d'ouverture et de réconciliation prônée par le président Rajaonarimampianina. Ceci conditionnera également la suite de son mandat, notamment vis à vis des bailleurs internationaux. (...) Remettre en cause le favori de Mapar risque, toutefois, de signer la rupture entre sa famille politique et lui. Une situation qui pourrait ne pas lui être défavorable, mais pas sans risque ».

13/02 - Le président du CST saisit la HCC pour l'interprétation de l'article 54 de la Constitution, afin de lever le risque d'une crise institutionnelle. Une prérogative à sa mesure, étant donné qu'il jouit encore du titre de chef d'institution. La décision de la Cour pourrait redéfinir les conditions des alliances au sein de la Chambre basse. La différence de point de vue sur la lecture de l'article 54 alimente le débat jusque chez les constitutionnalistes. Certains soutiennent la thèse de la majorité absolue en vertu de « la stabilité ». Des membres du Comité consultatif constitutionnel (CCC) qui ont élaboré la loi fondamentale instituant la IVème République expliquent cependant que « la Constitution a vocation de mettre en place un régime semi-parlementaire ». En ce sens, il appartiendrait à la formation politique majoritaire, qu'elle soit relative ou absolue, de présenter le premier ministre. Mais « l'avis des anciens membres du Comité consultatif diverge sur la lecture de cette disposition », affirme une source avisée. Une différence d'avis qu'un ancien membre explique par la disparité des doctrines sur lesquelles chacun base son argumentation.

14/02 - Jean De Dieu Maharante sur la désignation du premier ministre : « Rendez à Andry Rajoelina ce qui appartient à Andry Rajoelina ». Le coordinateur général du groupement, déclare que non seulement la désignation du premier ministre revient à sa formation, mais que son fondateur, Andry Rajoelina, a toute légitimité pour revendiquer le poste. « Il n'y a rien de plus normal pour nous que de choisir notre fondateur pour le poste de futur PM. C'est grâce à lui que nous avons remporté les élections. C'est grâce à lui que le nouveau président est arrivé à sa place. Comme qui dirait rendez à César ce qui est à César, nous dirons plutôt : rendez à Andry Rajoelina ce qui est à Andry Rajoelina ! Au nom de la lutte de 2009, soyons reconnaissants de ses efforts. Il le mérite et il a les compétences pour le poste de futur PM. C'est notre souhait à l'unanimité, nous tous, membres du Mapar » a-t-il précisé.

Menace de crise institutionnelle. Pour La Gazette, si les tractations en cours entre le HVM et le Mapar n'aboutissent pas à un accord sur la désignation du premier ministre, les élus du Mapar pourraient être tentés d'engager une procédure de destitution du président de la République pour refus d'application de l'article 54 de la Constitution stipulant que « le président de la République nomme le premier ministre, présenté par le parti majoritaire à l'assemblée nationale ». Si la motion de destitution aboutissait, en l'absence d'un premier ministre issue du parti politique majoritaire et en l'absence du sénat prévue par la Constitution de la IVème République, il appartiendrait au nouveau président de l'assemblée nationale d'assurer l'intérim à la tête de l'Etat en attendant de nouvelle élection. Et comme Christine Razanamahasoa est en bonne position pour accéder au perchoir, le pouvoir reviendrait aux mains du Mapar. A défaut d'aboutir à l'empêchement, le Mapar et ses alliés pourraient se placer dans l'opposition et menacer le gouvernement d'une motion de censure. Un scénario qui, pour le quotidien, menacerait le pays d'une nouvelle crise institutionnelle.

► Recomposition politique, opposition

03/02 - La mouvance Ravalomanana fait une importante concession pour que les négociations en cours en vue d'une cohabitation avec le nouveau pouvoir. Le retour à Madagascar de Marc Ravalomanana, préalable à toutes les tentatives de négociations antérieures avec la Transition, ne devra plus faire obstacle à un rapprochement avec le HVM de Hery Rajaonarimampianina. Cette nouvelle orientation a été

présentée par Me Hanitra Razafimanantsoa lors d'une intervention devant les supporters de l'ancien président réunis au Magro. L'assistance a fait part de sa surprise d'apprendre que Marc Ravalomanana accepterait désormais de cohabiter avec le HVM. L'enjeu majeur des négociations porterait sur les portefeuilles ministériels réservés à la mouvance. « *Nous négocions pour intégrer le prochain gouvernement* », a souligné Me Hanitra Razafimanantsoa. La mouvance viserait au moins quatre ministères dont un ministère de souveraineté. Si les négociations n'aboutissent pas, elle rejoindra l'opposition mais déclare vouloir donner sa chance au nouveau président et à la nouvelle équipe qui se met en place. Hanitra Razafimanantsoa se félicite en particulier de la décision du nouveau pouvoir de dissoudre les « *milices de la Transition* ».

Christine Razanamahasoa, ancienne ministre de la justice de la Transition, s'oppose à la volonté d'ouverture du nouveau président. Elle s'offusque du fait que Hery Rajaonarimampianina ait « *oublié* » de mentionner Andry Rajoelina lors de son discours d'investiture, alors que, d'après elle, il lui doit d'avoir pu accéder à la magistrature suprême. L'ancienne ministre confirme ainsi son choix de se ranger dans la frange des soutiens à Andry Rajoelina qui refuse toute concession.

Le divorce entre Jean-Louis Robinson et Marc Ravalomanana serait consommé. Me Hanitra Razafimanantsoa a annoncé aux militants du Magro que le chemin emprunté par les deux personnalités se sépare. « *A partir du moment où Jean-Louis Robinson a annoncé qu'il jette l'éponge [en admettant trop facilement sa défaite], il a arrêté de défendre les droits des électeurs. A partir de là, nous avons rompu tacitement, et non officiellement, nos liens* », a-t-elle avancé. « *A partir de là, chacun de son côté* », a-t-elle poursuivi. Jean-Louis Robinson s'est cependant refusé à parler de rupture avec la mouvance Ravalomanana. « *Je n'ai jamais conclu aucune alliance avec la mouvance Ravalomanana. Le deal s'est passé entre moi et le président Marc Ravalomanana. Il ne m'a pas encore annoncé que notre accord est rompu* », a-t-il souligné. Le candidat malheureux a affirmé n'avoir reçu aucun subside de son mentor pour sa campagne présidentielle. L'ancien président aurait toutefois mis des hélicoptères à sa disposition et pris en charge les affichages. Jean-Louis Robinson revendique l'acquisition d'une légitimité au travers de la fonction officielle de chef de l'opposition. Il a créé l'Alliance pour la Restauration de Démocratie (ARD) qui fédérerait 32 formations politiques autour du noyau que constitue son parti Avana et les députés élus sous cette étiquette.

05/02 - Marc Ravalomanana reconnaît Hery Rajaonarimampianina. « *C'est lui qui a été élu et il l'accepte* », a déclaré Lalao Ravalomanana, ancienne première dame, à son retour d'un voyage en Afrique du Sud, pour, selon ses dires, « *rendre visite à sa famille* ». Les mots prononcés par l'épouse de Marc Ravalomanana pourraient mettre fin à la réserve persistante de certains de ses plus fervents partisans, estime *L'Express*. A noter que Lalao Ravalomanana a pu revenir à Madagascar accompagnée de sa belle-fille, sans incident, ce qui est en soi un événement politique, écrit *Madonline*.

07/02 - Andry Rajoelina reprend les rênes du parti TGV. Pour la secrétaire nationale, Lanto Rakotomavo, le TGV existe encore et son leader restera présent dans la vie politique. « *La reconstruction nationale dans le respect de l'intérêt général de la nation* » reste sa priorité. Pourtant, le TGV semble être en froid avec la plateforme Mapar, dont la création répondait au besoin de fédérer les soutiens d'Andry Rajoelina pour la campagne des législatives et qui arrive en tête en nombre d'élus. La secrétaire générale affirme que le TGV n'a eu aucun lien avec le Mapar. « *Je ne connais même pas la structure de cette plateforme* », a-t-elle souligné. L'ex-chef de la Transition se trouverait ainsi confronté à un début de scission au sein de sa famille politique.

13/02 - Le Mapar s'oppose à une ouverture du futur gouvernement à l'opposition, a sèchement déclaré son coordinateur national Maharante Jean de Dieu. Les tentatives de partage de pouvoir avec la mouvance Ravalomanana durant la période de la transition n'ont pas été concluantes, estime-t-il, raison pour laquelle celle-ci doit faire le choix de se placer dans l'opposition. Après avoir revendiqué le poste de premier ministre, le Mapar entend gouverner seul en poussant sur la touche l'opposition. La mouvance Ravalomanana a d'ailleurs fait savoir que ses membres ne participeront pas au prochain gouvernement, si son chef est issu du Mapar. « *Nous sommes au courant de l'intention des pro-Rajoelina. Nous participons à la composition du gouvernement seulement si le premier ministre est issu du parti présidentiel HVM* », a indiqué Guy Rivo Randrianarisoa, porte-parole de la mouvance. Dans la mesure où cette intention du clan Rajoelina se concrétise, le gouvernement sera verrouillé. Un schéma qui ne respecte pas les conditions posées par la communauté internationale, qui exige la mise en place d'un gouvernement inclusif et reflétant la réconciliation nationale. Le Mapar souligne que les députés représentent désormais l'expression de la volonté du peuple et qu'ils ont été élus selon les lois en vigueur. En conséquence, les restrictions de la communauté internationale sur la désignation du premier ministre sont anticonstitutionnelles. « *La guéguerre entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina est loin d'être achevée. Les négociations avec nos bailleurs de fonds traditionnels sont menacées* », écrit *L'Express*.

► **Diplomatie, coopération**

01/02 - « Madagascar n'est plus un état voyou comme l'avaient considéré certaines instances internationales » déclare Hery Rajaonarimampianina à son retour du sommet de l'UA. La participation de Madagascar à cette réunion a été un franc succès, salué chaleureusement par l'ambassadeur de France. Le regain de confiance de la communauté internationale est sur la bonne voie, affirme-t-il.

03/02 – Les Etats-Unis confirment leur reconnaissance du nouveau pouvoir. Hery Rajaonarimampianina et Linda Thomas-Greenfield, Secrétaire d'Etat américain adjointe chargée de l'Afrique, se sont rencontrés en marge du 22ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, les 30 et 31 janvier. La représentante du gouvernement américain encourage le nouveau président à « *entamer un processus de réconciliation et à mettre en place un gouvernement inclusif* ». Les États-Unis ont commencé le processus de révision de l'éligibilité à l'AGOA qui arrive à terme en septembre 2015 et espèrent que Madagascar pourra être qualifié et ramené au sein du programme.

05/02 - La Gazette condamne les agissements de la communauté internationale qui tenterait de conditionner le déblocage de financements à l'éviction des anciens barons de la Transition. Les grandes puissances occidentales s'efforceraient d'imposer au nouveau président la constitution d'un gouvernement d'ouverture marquant la réconciliation nationale. Elles auraient œuvré en coulisse pour un rapprochement entre Hery Rajaonarimampianina et Jean-Louis Robinson visant à exclure Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. La communauté internationale redouterait que l'ex-président de la Transition dispose d'une certaine emprise sur le prochain gouvernement du fait du bon score réalisé par sa plateforme aux législatives.

08/02 - Proclamation officielle des résultats des législatives : félicitations de l'OIF et de l'UE. Abdou Diouf pour l'OIF et Catherine Ashton pour l'UE, ont félicité les députés élus et toutes les entités parties prenantes du processus électoral. L'UE réitère que malgré certaines insuffisances, c'est une nouvelle page qui s'ouvre. L'OIF insiste auprès des partenaires internationaux pour qu'ils intensifient leurs efforts pour la réconciliation nationale et la restauration d'une vie politique apaisée. Catherine Ashton déclare faire confiance au nouveau président, en saluant son esprit d'ouverture et de réconciliation, et en appréciant sa volonté de rupture avec le passé, conditions, selon les observateurs, du rétablissement de la confiance et de la « *pleine normalisation des relations entre Madagascar et l'UE* ».

► Divers

04/02 - Le général Richard Ravalomanana, commandant de la gendarmerie nationale, remet sa démission. Dans un courrier adressé à Hery Rajaonarimampianina, il explique que sa mission devait prendre fin avec la période de Transition. Il se présente comme un exemple à suivre pour ses frères d'armes. « *Une place est faite pour être relayée* », a-t-il confié. Le général estime que celui qui va le remplacer aura des nouvelles idées pour maintenir l'ordre et la sécurité publique. « *Je suis usé par le temps* », a-t-il lancé. Le passage du général Ravalomanana à la tête du commandement de la gendarmerie d'Analamanga, fonction qu'il a occupée avant d'être promu à la tête de la gendarmerie nationale, a été marqué par plusieurs événements chauds qui se sont produits dans la capitale : les affaires de « *bombes artisanales* », le retour avorté de Marc Ravalomanana et celui de son épouse Lalao, ainsi que les différents attentats contre Andry Rajoelina. Il a eu à connaître plusieurs tentatives avortées de coup d'Etat.

Tribune s'interroge : En dénonçant les pressions des politiques qui s'exercent sur le président de la République et en démontrant que sans les forces de l'ordre le régime de Transition n'a pu tenir 5 ans le commandant en chef de la gendarmerie ne serait-il pas en train de briguer un poste plus important au sein de l'exécutif ? Pour *La Gazette*, le général Richard Ravalomanana manquerait de « *motivation* » depuis le départ d'Andry Rajoelina, qu'il a fidèlement protégé durant toutes les années de la Transition. Il pourrait également avoir été mis en porte à faux dans l'affaire de l'attentat à la grenade, le jour de l'investiture du nouveau président. Il s'était donné imprudemment une semaine pour démasquer les commanditaires.

05/02 - Les forces armées dans l'expectative. Le général Richard Ravalomanana, commandant de la gendarmerie nationale, évoque une « *période de flottement* » qui ferait suite à la proclamation des résultats officiels de la présidentielle et qui ne serait pas sans risque. Le nouvel élu n'aurait pas jugé bon de répondre à la demande de rencontre des responsables des forces de l'ordre. Le ministre des Forces armées, le général André Lucien Rakotoarimasy, confirme qu'il n'y a pas encore eu de rencontre des chefs militaires avec le président Rajaonarimampianina mais il précise ne pas en avoir fait la demande. *Tribune* et *Midi* croient déceler dans ces interventions une certaine gêne au sein des forces de l'ordre, qui se sentiraient déconsidérées. Des observateurs se demandent si le nouveau pouvoir n'aurait pas l'intention d'apporter des changements au niveau de la hiérarchie militaire, qui paierait son appui au régime de Transition. Le général Ravalomanana a démenti avoir présenté sa démission. Il déclare être disposé à respecter les décisions du chef suprême des armées. *L'Express* se demande si ce malaise que l'on décèle entre Hery Rajaonarimampianina et le commandement des forces de l'ordre n'aura pas des impacts négatifs sur le processus de sortie de

crise en cours. « *Je n'ai aucun problème avec les chefs militaires* » a rétorqué le président de la République. Une rencontre est prévue prochainement, a-t-il indiqué.

04/02 - Andry Rajoelina dirige une réunion du Mapar et de l'association AV7. Selon les informations officielles, la rencontre avait pour objet de préparer la commémoration de la fusillade du 7 février 2009. Mais au-delà de la commémoration de cette journée sanglante qui a marqué la révolution orange de 2009, les questions d'ordre politique ont également été abordées. La question des alliances du Mapar avec les autres entités composant l'assemblée nationale, notamment les indépendants, aurait été discutée, ainsi que la représentation de cette entité au sein du gouvernement. « *Le Mapar ne lâchera pas le privilège de présenter le premier ministre* », affirme une source interne à la plateforme. La présidence de l'assemblée nationale a également fait partie des sujets de discussions. L'ex-parti présidentiel TGV revendiquerait le « *perchoir* ». L'existence d'une scission ou de divergences au sein du Mapar ont été démenties par ses dirigeants.

05/02 - L'association des victimes du 7 février 2009 (AV7) entend donner un important retentissement à la commémoration annuelle de l'évènement. Elle compte sur la participation d'Andry Rajoelina et des députés élus du Mapar. « *L'AV7 est l'entité légitime pour organiser l'évènement. Notre appui et notre présence servent à donner plus de poids à l'évènement* », reconnaît un proche de l'ancien président de la Transition. Coïncidence du calendrier, la proclamation des résultats définitifs des législatives aura lieu la veille. « *Forcément, la journée aura une portée politique* », indique la source, soulignant que « *le vrai sens de la cérémonie est de rappeler qu'il y a eu un évènement qui a amené au début du changement actuel* ». Au-delà du devoir de mémoire, la commémoration pourrait être l'occasion pour les leaders de la lutte de 2009 de faire une démonstration de force. Boana Jean-Pierre Rafaramandimby, président de l'AV7, se défend toutefois de toute récupération politique, bien que chaque année la présidence ait été le principal soutien financier de l'organisation de la commémoration. Une invitation aurait été adressée au nouveau président de la République.

L'AV7 affirme avoir obtenu l'autorisation de la préfecture et de la commune d'Antananarivo pour tenir une grande marche en direction du palais présidentiel le 7 février. Les forces de l'ordre ont affirmé avoir obtenu des renseignements sur un éventuel attentat à la bombe qui serait perpétré durant la commémoration. Une enquête a été ouverte. La commune suggère à l'association d'effectuer le parcours prévu en voitures, une proposition que l'AV7 aurait rejetée. Seule une délégation sera autorisée à déposer des gerbes au pied de la stèle édifée à la mémoire des victimes à proximité immédiate du palais présidentiel. *La Nation* redoute que cette commémoration, avec un projet de nouvelle marche sur le palais d'Ambohitsorohitra, ne débouche sur un nouveau drame. L'initiative d'Andry Rajoelina et du Mapar est inquiétante, écrit le quotidien.

08/02 - La commémoration du 7 février 2009 s'est déroulée sans incident. Le culte organisé au gymnase de Mahamasina a rassemblé les rescapés de la tuerie et les partisans de la Place du 13-Mai de l'époque. Andry Rajoelina s'est posé au cours de ces cérémonies en leader de ce mouvement pour le changement et la liberté mais d'autres leaders politiques ont tenu à manifester leur présence, parmi ceux qui n'avaient pas soutenu le mouvement qui a conduit au coup d'Etat. Tous ont voulu se porter garants du changement et ont tenu à faire savoir qu'ils veilleraient à le faire aboutir. Monja Rondefo, qui avait conduit la marche qui s'est achevée en bain de sang, a tenu à marquer cette journée ; il n'était pas présent au culte mais il fait le déplacement à Ambohitsorohitra pour déposer des gerbes au pied de la stèle commémorative. Hery Rajaonarimampianina n'a pas répondu personnellement à l'invitation mais il a dépêché ses trois lieutenants, Paul Rabary, Henry Rabary Njaka et Jaobarison Randrianarivony, pour le représenter. La majorité des « *grands invités* » n'ont pas participé à la marche sur le palais présidentiel pour y fleurir la stèle. L'absence du nouveau président a été interprétée par certains comme la confirmation de sa volonté de rompre ses liens avec Andry Rajoelina. Le fondateur de l'AV7 va jusqu'à évoquer une trahison de la part du nouveau chef de l'Etat. Les proches de l'ancien président de la HAT tentent de faire « *revenir au bercail* » le président Hery Rajaonarimampianina, qui est « *issu de la famille* », rappelle Christine Razanamahaso, ancienne ministre de la Justice. Les « *durs* » du clan Rajoelina demeurent convaincus de la force qu'ils représentent encore et de leur éventuel pouvoir de nuisance.

L'Express fait part de sa surprise de constater que la « *grande marche* » de l'AV7 a été autorisée malgré les risques de provocation encourus. Il s'agit de la première manifestation de ce type et de cette envergure autorisée depuis le début de la Transition. La préfecture de police n'aurait-elle pas délibérément tenu à favoriser les partisans de l'ex-régime de Transition, soucieux de prouver à l'opinion que l'on doit encore compter avec eux ?

05/02 - Le Conseil de réconciliation malgache (CRM) mis en place par la feuille de route tente de reprendre du service avec le nouveau régime. Jusqu'ici, il n'a pas fait la démonstration de son efficacité, juge sévèrement *La Nation*. Les 44 membres de l'institution auraient pour ambition de voir leur mission pro-

longée dans le cadre du programme de réconciliation nationale que le nouvel élu déclare vouloir inaugurer. Le quotidien juge la manœuvre opportuniste et peu crédible.

DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE

05/02 - La promotion de la Déclaration universelle des droits de l'homme à l'ordre du jour dans le cadre de la refondation du pays. L'équipe pays des Nations unies, à travers le bureau du PNUD, le Haut-commissariat aux droits de l'homme et le centre d'information (CINU) a mis sur pied des activités de renforcement des capacités des acteurs nationaux en matière de promotion et de monitoring des droits économiques, sociaux et culturels, en collaboration avec l'IEP. Les activités bénéficieront de l'appui du professeur Christian Courtis, expert international. Elles comprendront des sessions de formation et une conférence destinée à de la société civile, au secteur privé, aux médias, et à l'université.

► Pauvreté, OMD

11/02 - Selon un rapport du PNUD, 56% des Malgaches vivent depuis 2009 dans l'extrême pauvreté. Le taux de pauvreté rural est passé de 77% en 2004 à 82% en 2010. 50% des enfants naissent avec une insuffisance pondérale. Près de 18% des enfants de 6 à 14 ans ne sont jamais allés à l'école. La plupart des OMD ne seront pas atteints en 2015. Les effets de la longue crise institutionnelle sur le mode de gouvernance et le niveau de développement se sont traduits par l'aggravation de la pauvreté, la fragilisation des services sociaux de base, les pertes massives d'emploi dans le secteur formel. L'aggravation de l'insécurité alimentaire, l'extension du secteur informel comme la stratégie de survie et la mise à mal des capacités de production des secteurs agricole et industriel sont autant d'obstacles au relèvement économique et social du pays. La vision stratégique du Système des Nations unies (SNU) pour les cinq prochaines années sera d'opérer des changements dans le mode de gouvernance, en prenant en compte les facteurs clés d'instabilité sociopolitique et certains déterminants de la croissance économique. Le pays devra s'appuyer sur ses richesses en ressources humaines, constituées d'une grande majorité de jeunes, pour transformer les ressources naturelles et agricoles du pays en richesses économiques contribuant à réduire significativement le seuil d'extrême pauvreté. Les priorités de l'assistance au développement des Nations unies (Undaf) pour 2015-2019 sont encours de définition. Fatma Samoura, représentante du SNU, a déclaré que « *les conclusions de plusieurs études et analyses convergent toutes vers un constant : l'instabilité politique à Madagascar est identifiée comme étant l'une des contraintes majeures à un développement inclusif, en plus d'autres facteurs comme l'absence de vision de long terme, l'inadéquation des politiques publiques, la gestion aléatoire des ressources naturelles, le niveau de chômage extrêmement élevé chez les jeunes et la corruption* ».

12/02 - Le PAM, grâce au financement de la Suisse d'un montant de 2,5 milliards Ar, fournira une assistance alimentaire à quelques 46.000 personnes dans le Sud et le Sud-Est du pays.

► Santé publique

01/02 - Les avortements clandestins seraient à l'origine de 63% des décès maternels des 15-25 ans à Antananarivo. 50% des décès liés à la grossesse seraient dus à une IVG clandestine qui a mal tourné. La proportion de grossesses précoces chez les 15-19 ans s'élève à 27,9% alors que pour la région océan Indien la proportion n'est que de 2 à 3%. La législation malgache interdit l'avortement, sauf en cas de grossesse mettant en danger la vie de la mère ou en cas de malformation du fœtus. La loi sanctionne toute personne contribuant de près ou de loin à l'avortement, ainsi que tout individu en connaissance de l'acte, à une peine allant de 6 mois à 10 ans d'emprisonnement. Les IVG sont pratiquées dans la clandestinité, dans un environnement peu ou non médicalisé. Le risque de complications est plus élevé chez les adolescentes. Tout ceci malgré un libre accès à la contraception et au renforcement de l'éducation sexuelle et des services en matière de santé reproductive.

06/02 - Malgré les aides extérieures et quelques investissements effectués par le ministère de la Santé, 68 centres de santé sont encore fermés. En 2012, il ne restait plus qu'une quarantaine de centres de santé de base (CSB) fermés sur les 241 recensés début 2011, selon le système des Nations unies, suite à la crise politique de 2009. Les causes de la dégradation de la santé publique sont nombreuses. En premier lieu, l'insuffisance des recrutements de personnels médicaux, le népotisme et la corruption. « *500 personnes partent à la retraite chaque année. Le recrutement effectué n'arrive pas à combler ce gap, faute de postes budgétaires* », explique le professeur John Alberto Bam Razafindrabe, directeur de cabinet du ministère de la Santé. L'insécurité ambiante dans les zones reculées comme dans le Grand Sud et l'Ouest fait fuir paramédicaux et médecins. Hery Rajaonarimampianina entend faire de la santé de proximité l'une des priorités

de son mandat. Mais la tâche s'annonce titanesque. Outre les centres de santé fermés, beaucoup sont sous-équipés comme certains des nouveaux centres hospitaliers « *manara-penitra* » récemment inaugurés par le président de la Transition et fierté de son régime.

07/02 - Madagascar classée 2ème en Afrique pour la lutte contre le paludisme. La Grande île a reçu le prix pour l'excellence de l'Alliance des leaders africains contre paludisme, l'Alma Awards (African Leader Malaria Alliance) 2014 lors du 22ème sommet de l'UA. Les mesures préventives ont permis de faire reculer les risques de morbidité liés à la maladie de façon considérable. Désormais, le paludisme n'est plus parmi les 3 premières causes de consultation auprès des centres médicaux. Il est relégué à la 8ème place, avec une baisse de 19% de la mortalité infantile. De 2009 à 2013, le nombre des moustiquaires imprégnées d'insecticides (MID). distribués est passé de 1,7 million à 6,2. Grâce à cette opération, l'incidence palustre a pu être diminué à moins de 2% en 2013 alors que 10 ans plus tôt elle était encore de 14%. Les aspersion intra-domiciliaires (AID) ont également connu une forte croissance. Mais malgré ces avancées notoires, atteindre le taux zéro en 2015 comme le souhaite le nouveau président reste encore un grand défi. « *Rien que le changement climatique rend encore difficile la lutte contre la maladie. Le risque de changement du profil épidémiologique n'est pas non plus à écarter* », explique le secrétaire général du ministère de la Santé.

► **Gouvernance, justice, insécurité**

01/02 - Le Conseil militaire pour la défense nationale (CMDN) a-t-il encore une utilité ? *La Nation* en doute. Cette institution, créée par Andry Rajoelina en avril 2009, avait pour mission principale de veiller au maintien de la paix sur le territoire national. Un objectif qui est loin d'avoir été atteint puisque l'insécurité et le banditisme n'ont fait que croître durant la période de Transition. Les munitions détenues par les forces de l'ordre sont mises sur le marché, les 5.000 km de côtes sont non-surveillés, l'armée compte un nombre record d'étoilés, promus dans le seul but de s'assurer de la fidélité des gradés au régime. Pour le quotidien, le CMDN doit être dissout, au même titre que les très contestées FIS qui viennent de l'être par le nouveau président.

06/02 - Le nouveau régime ne parvient pas à inventorier avec exactitude le parc automobile de la présidence de la République. Beaucoup de voitures circulent encore, entre les mains de particuliers par toujours identifiés, alors que la date limite de remise est dépassée. On compterait encore 88 véhicules manquant à l'appel.

04/02 - Enquête sur l'attentat à la grenade : Alain Ramaroson, membre du CST et président de la commission de Sécurité et Défense, convoqué par les enquêteurs. Des indiscretions ont permis de savoir que sa convocation était notamment liée à sa présence immédiate à l'hôpital quelques instants seulement après l'explosion qui a fait trois morts et de nombreux blessés. Avant cette convocation, seuls cinq éléments militaires, chargés de la sécurité de Jean-Louis Robinson durant sa campagne électorale et appartenant au camp du 1er RFI d'Ivato, ont été entendus. Alain Ramaroson souligne qu'il figurait parmi ceux qui ont lutté contre ce genre d'attentat au début de la Transition et qu'il a ainsi l'expérience nécessaire pour aider les autorités. Les forces de l'ordre émettent désormais l'hypothèse que la grenade aurait dû être lancée à l'intérieur du stade où se tenait la cérémonie d'investiture. Lorsque le terroriste s'est rendu compte que les forces de l'ordre procédaient à une fouille aux entrées, il a fait marche arrière et déposé l'engin à l'extérieur pour s'en débarrasser. Son explosion aurait été accidentelle.

Affaire du vol de 5.000 munitions à la BANI d'Ivato : les militaires mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt à la maison centrale d'Antanimora puis consignés dans leur camp. Leur procès devrait se tenir le 10 février. Le ministère de la Justice dément qu'un commando du 1er RFI soit venu à Antanimora pour libérer leurs frères d'arme. Leur mise en liberté provisoire aurait été décidée de manière régulière. Ces militaires avaient été frappés d'une décision de détention préventive à Tsiafahy, puis transférés au 1er RFI sur intervention d'un chef de camp, avant d'être reconduits à Antanimora.

05/02 - Le CRM lance un appel à la communauté internationale pour que soit mis en place le Fonds National de Solidarité prévu par la feuille de route. Ce fonds, destiné à indemniser les victimes des événements politiques de la période 2002-2011, devrait être abondé par l'Etat et les bailleurs de fonds. Il appartient au CRM de définir la nature et la valeur des indemnisations à attribuer. Les opérateurs économiques figureront parmi les bénéficiaires naturels, mais aussi des personnalités politiques et militaires amnistiées. « *L'amnistie est incomplète sans indemnisation* », souligne le général Sylvain Rabotoarison. Marc Ravalomanana figure parmi les requérants de l'indemnisation, bien qu'il ait toujours évité le sujet de l'amnistie en maintenant qu'il est innocent des crimes qui lui sont imputés. Il demande réparation pour ses biens détruits le 26 janvier 2009 mais aussi une compensation pour le manque à gagner au cours des années durant lesquelles les sociétés du groupe Tiko ont été empêchées de reprendre leurs activités. La feuille de route limite

cependant les indemnités aux faits qui se sont produits avant le 15 septembre 2011, date de signature du document. L'exilé d'Afrique du Sud compte sur la SADC pour soutenir ses demandes et a adressé une lettre en ce sens au président en exercice de la Troïka. La valeur des dégâts engendrés par la crise de 2002 et les événements de 2009 se chiffrent à plus de 400 millions de dollars. Le général Sylvain Rabotoarison prévient toutefois que les procédures d'obtention de cette contribution internationale prendront beaucoup de temps, voire des années. Par ailleurs, la mission de médiation de la SADC prenant fin en 2014, Madagascar devra alors conduire seul ses lobbyings pour amener les partenaires étrangers à soutenir ce fonds.

14/02 - Réconciliation nationale : le CRM ne fait pas l'unanimité. Dans le cadre de la feuille de route, le Conseil national de réconciliation est l'organe officiel chargé de la réconciliation nationale après l'achèvement du processus électoral. Si la majorité des acteurs politiques sont favorables à cette démarche, le point d'achoppement concerne l'organe qui en sera chargé. Pour le SeFaFi, la question est posée. « *Faut-il s'en tenir au Conseil national de réconciliation, dont les compétences et la volonté d'aboutir sont sujettes à caution ?* », s'interroge-t-il dans son dernier communiqué¹. Le nom du FFKM revient sur toutes les lèvres, tout comme ceux d'organismes internationaux comme la communauté romaine de Sant'Egidio ou les Elders², mentionnés par l'Observatoire de la vie publique.

06/02 - Appréhendé par le fokolonona, un jeune homme de 22 ans a été brûlé vif à Ambilobe. En cavale après avoir détrossé avec ses trois comparses un opérateur minier, il a été appréhendé dès le lendemain. La victime a été délestée de 18 millions Ar en or avant d'être tabassée à mort. Les forces de police ne se sont pas intervenues par crainte de représailles.

09/02 - Les forces de l'ordre abattent 15 dahalo dans le sud-est du pays. Selon la gendarmerie, une centaine de bandits sont venus voler près de 200 bœufs dans plusieurs communes isolées à 45 kilomètres au sud de Vangaindrano. Encerclés, ils auraient pris en otage deux villageoises qu'ils auraient ensuite exécutées. Deux habitants ont été abattus. Les gendarmes affirment que cette horde de voleurs venait de la région du célèbre Remenabila, bandit désigné ennemi public numéro 1 il y a deux ans. C'est lui qui avait été à l'origine de l'embuscade où une dizaine de militaires avaient perdu la vie. Son repaire est localisé dans des villages isolés du district de Befotaka et les forces de l'ordre affirment préparer une « *opération de grande envergure* » dans les semaines à venir.

11/02 - Insécurité préoccupante à Befotaka-Sud, où les dahalo font la loi. « *Des bandits qui se déclarent être des milices, ainsi que Remenabila, chef dahalo, sèment la terreur* », lâche un natif du district. « *Vêtus de tenues militaires, ils ont insufflé la terreur dans certains villages, la semaine passée. Les malfaiteurs décrètent eux-mêmes le couvre-feu. Les villageois, victimes de les croiser la nuit, sont soumis à des fouilles et sont détrossés* », déplore-t-il. L'éloignement, voire l'inexistence de postes de gendarmerie, ou de campements des forces armées, favoriserait ce phénomène. « *Il faut aller chercher les éléments des forces de l'ordre à chaque fois que ces bandits frappent. De surcroît, il faut les prendre en charge, ce qui pose un problème réel, du fait que le prix du kilo du riz culmine jusqu'à 4 000 Ar en cette période de soudure* », ajoute-t-il.

11/02 - Le général Richard Ravalomanana justifie le non-respect des droits de l'homme durant la période de transition. Le retour à l'ordre constitutionnel et à l'Etat de droit exige selon lui de réviser les pratiques des forces de l'ordre. « *Je vous donne un exemple : nous pouvions abattre 20 dahalo pendant la Transition, cela ne posait aucun problème, car l'enjeu était la sortie de crise. Mais maintenant, pouvons-nous encore le faire dans le contexte de retour à l'ordre constitutionnel et du respect des droits de l'homme ?* », déclare-t-il à *Tananews*. Le commandant de la gendarmerie nationale justifie ainsi l'importance de la rencontre avec Hery Rajaonarimampianina qu'il appelle de ses vœux.

13/02 - Madagascar est au 10ème rang des pays qui figurent dans la liste noire des destinations déconseillées aux touristes par le Département des affaires consulaires des Etats-Unis, notamment à cause de l'insécurité et des cas de violence contre les touristes.

14/02 - Selon Midi, le Quai d'Orsay aurait exigé le limogeage des autorités concernées par le lynchage de deux Français à Nosy Be. Une mesure qui aurait déjà été partiellement appliquée avec le limogeage du chef de district et de cinq hauts responsables de l'administration locale. Dans le cadre de cette affaire, et à ce jour, 60 personnes ont été interpellées, dont 35 ont été placées sous mandat de dépôt à la Maison de Force de Tsiarafahy.

¹ Cf. Blog Justmad - <http://p0.storage.canalblog.com/06/40/448497/93803103.pdf>

² The Elders ou Global Elders (anglais, signifiant « les anciens », ou « sages », « universels ») est une organisation non gouvernementale regroupant des personnalités publiques reconnues comme Homme d'Etat, activiste politique pour la paix et avocats des droits de l'homme rassemblés par Nelson Mandela en 2007.

13/02 - Liberté de presse : Madagascar gagne 7 places dans le classement de RSF. La Grande île se situe à la 81^{ème} place sur 180.

► Droits des femmes, esclavage moderne

01/02 - La dépouille d'une employée de maison rapatriée 7 mois après son décès au Koweït. Un autre corps attend son rapatriement. Le cercueil de la travailleuse de 33 ans a été rapatrié sur un vol d'Air France. La responsable de l'agence de placement ainsi que le chargé d'affaires de Madagascar en Arabie Saoudite et au Koweït, Audoux Septime Fierenana, sont venus accueillir la dépouille. Ils déclarent que « *Haingotiana est morte d'un arrêt cardiaque* », sans pouvoir fournir la confirmation du corps médical. Avant ce séjour d'un an au Koweït, la jeune femme aurait travaillé 3 ans comme domestique au Liban. Le chargé d'affaires affirme que l'employeur de la défunte a beaucoup contribué à son rapatriement, dont les frais se sont élevés à 16 millions Ar, ainsi qu'aux frais de la morgue depuis son décès. Un autre corps est en attente de rapatriement depuis novembre. Environ 1.500 femmes malgaches travaillent actuellement en Arabie Saoudite et au Koweït, où elles espèrent trouver l'eldorado... En 2013, le gouvernement de la Transition avait mis en place un comité interministériel pour suivre de près cette affaire d'émigration des « *petites bonnes* » dans les pays du Golfe. Jusqu'à maintenant aucune action concrète n'a été menée par ce comité. Certaines femmes parviennent toujours à quitter le pays par des moyens détournés.

13/02 - L'UE octroie 227.000 euros pour combattre la faible représentation féminine dans les communes. Le projet « *Femmes et élections communales* » de l'ONG Genderlinks, basée en Afrique du Sud, qui vise à impliquer davantage les femmes malgaches dans la vie publique ainsi que dans les prises de décision, a été officiellement lancé. Déployé sur deux ans dans 4 régions, il compte préparer 640 femmes en vue des prochaines élections communales ou leur permettre d'intégrer les administrations communales avec des compétences de gestion. Le projet est financé par l'Union européenne à hauteur de 227.000 euros. Sur les 1.549 communes que compte Madagascar, on dénombre seulement 4% de femmes maires et 6% de femmes conseillères municipales.

ECONOMIE - SOCIAL - ENVIRONNEMENT

► Ressources minières

05/02 - Madagascar recule dans le classement des destinations des investissements miniers. La mauvaise gouvernance pointée du doigt. Selon le classement de Fraser Institute dans sa publication annuelle « *Survey of Mining companies* », la Grande île passe de 46ème sur 79 en 2010-2011, année de sa première intégration dans la liste, à 52ème sur 93 en 2011-2012, et enfin à 90ème sur 96 en 2012-2013. Une situation sans surprise pour les acteurs intervenant dans le secteur. Des compagnies minières déjà implantées ont été pénalisées par le gel de contrats de transfert et de transformation. Certains investisseurs se sont plaints d'être victimes de racket durant la période de Transition. « *La corruption et le racket ont dominé à ce moment-là. Ces fléaux ont touché le secteur minier, mais aussi d'autres secteurs porteurs* », affirme un investisseur. Pour Maplecroft, autre institution de référence pour les investisseurs et les intervenants miniers, Madagascar fait partie des pays à risque élevé, juste après les pays à risque extrême que sont les pays en guerre comme la RCA, l'Irak ou la Syrie. Le classement inclut les risques à court terme tels l'absence d'État de droit, les violences politiques, la stabilité politique ou le niveau de préparation en termes d'infrastructures. Pour l'Alliance Voahary Gasy, qui espère le rétablissement rapide de l'État de droit, les compagnies qui s'implantent devront être légales et se soumettre à la responsabilité sociétale et environnementale. Les compagnies chinoises sont particulièrement visées par le non-respect des réglementations.

► Filière bois de rose

01/02 - L'AVG appelle le nouveau président à concrétiser sa volonté de mettre en place un Etat de droit et à protéger les côtes. L'organisation de protection de l'environnement déplore la persistance des exportations frauduleuses de bois de rose dans les régions Analanjirifo et Sava. Elle revendique la mise en œuvre effective de la protection des côtes pour laquelle les partenaires financiers de Madagascar ont débloqué des fonds. L'AVG demande également que les ministères de la justice et des forces armées, ainsi que la gendarmerie, s'impliquent davantage dans cette lutte, notamment au niveau local. La plate-forme avance en effet que des chargements de camions et de bateaux se font sous les yeux des autorités locales. Les dénonciations des habitants et riverains restent sans suite. Ils affirment que les trafiquants, souvent des ressortissants chinois, sont identifiés mais restent intouchables. Six ports secondaires servent à la poursuite de ces trafics. Une partie des stocks saisis et placés dans des lieux sûrs a été déjà vendue et exportée. Or, aucune vente des stocks saisis et sécurisés dans des camps militaires ne peut avoir lieu tant que les travaux

du comité de pilotage chargé de toutes les démarches légales pour cette vente n'auront pas abouties. Leur commercialisation devra respecter la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

06/02 - Le nouveau président s'engage personnellement contre le trafic de bois de rose. Lors d'une importante réunion de travail réunissant tous les services concernés, Hery Rajaonarimampianina a appelé à ce que « *toutes les institutions puissent accorder leurs stratégies* » pour mettre fin aux « *pillages des richesses nationales* ». Il se dit déterminé à diriger personnellement ce combat et dénonce des défaillances des services de l'Etat. Les Etats-Unis « *saluent tout effort de lutte contre le trafic de bois de rose et la destruction du patrimoine de Madagascar* ».

11/02 - Afin de présenter légalement le bois de rose malgache en Chine, les trafiquants font transiter leur marchandise dans certains pays d'Afrique de l'Est. Les trafiquants ont trouvé le moyen de contourner l'embargo décidé par les autorités auprès de la CITES. Plusieurs sources concordantes confirment que la destination finale est bien la Chine mais c'est au cours de l'itinéraire pris par les cargaisons que la situation a évolué. Au lieu de passer par les ports officiels malgaches, les rondins sont embarqués dans des ports naturels du district d'Antalaha. Ils sont transportés par des boutres depuis la côte jusqu'à de grands bateaux ancrés au large. Les rondins transitent alors par des pays de l'Afrique orientale. Ce circuit a été évoqué lors d'une récente réunion sur le bois de rose entre Hery Rajaonarimampianina et les membres du comité de pilotage. Une cargaison de bois de rose en provenance de Madagascar a été interceptée à Zanzibar.

12/02 - L'Etat mobilise la coopération internationale en vue de récupérer les bois de rose exportés qui ont échappé à son contrôle dans les eaux territoriales de Madagascar. Le conseil de gouvernement a décidé de faire appel à la coopération régionale afin de dissuader et arraisonner les bateaux transportant les bois de rose localisés en dehors de la ZEE. La sécurisation des zones côtières, notamment entre Vohémar et Mananara-Nord, sera renforcée par le biais de la surveillance satellitaire et de la mobilisation du bateau de surveillance « *Tendrimaso* ». Tous les ministères seront mobilisés. Les chefs de région et les chefs de district sont également tenus de prendre leurs responsabilités en cas de suspicion de trafics dans leur circonscription. La mise en œuvre de ce plan d'assainissement sera appliquée, dit-on, avec sévérité. La population locale résidant dans les régions d'origine des bois précieux est invitée à adhérer au processus. Les partenaires techniques et financiers s'engagent de leur côté à mettre en place des mesures d'alternative économique et des filets de sécurité en faveur des couches vulnérables qui sont totalement dépendantes de ces trafics. Les autorités veulent désormais appliquer à la lettre l'ordonnance du 8 août 2011 qui sanctionne les personnes impliquées dans le commerce illégal de bois de rose d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans, par le biais d'une juridiction spéciale, mais également d'une amende équivalente au double du montant de la valeur saisie. Mais la juridiction spéciale n'a jamais vu le jour et les recettes de l'Etat sont restées désespérément vides des amendes à percevoir. L'ordonnance de 2011 vient aussi en complément d'un décret promulgué le 31 mars 2010 et qui interdit la coupe et le commerce de bois de rose et d'ébène.

14/02 - « Le trafic a pris une échelle démesurée depuis la déclaration de guerre du président Hery Rajaonarimampianina », s'alarme Tananews. D'Antalaha à Taolagnaro, en passant par Mananara Nord, l'acheminement des rondins est passé à la vitesse supérieure. 2 bateaux ont quitté Mananara Nord, 5 autres se préparent à quitter les côtes de la Sava et 3 s'activent à Taolagnaro. Ce seraient au total pas moins de 6.000 tonnes de bois de rose qui ont été embarquées à bord de ces navires. L'acheminement terrestre a abandonné les circuits habituels et se fait à travers les zones rurales où les éléments des forces de l'ordre se font rares. Dans certains cas, les convoyeurs n'hésitent pas à payer les villageois sur leur passage pour se faire aider. Le site se demande si le président aura les moyens de faire appliquer ses directives tant que les responsables étatiques compromis n'auront pas été démis de leurs fonctions. *Midi* affirme que la position intransigeante adoptée par le président lui a été imposée par la communauté internationale, notamment la Banque mondiale.

► Environnement

01/02 - Des milliers de reptiles morts en provenance de Madagascar découverts à l'aéroport de Johannesburg. Ces animaux étaient en route pour les Etats-Unis. Ces centaines de grenouilles, caméléons, lézards, geckos et autres crapauds sont restés au moins cinq jours sans eau ni nourriture. Une trentaine d'espèces exotiques, dont certaines protégées, endémiques et en voie de disparition. Des organisations sud-africaines de défense des animaux ont demandé à ce qu'une enquête soit menée. Une ONG de défense de la diversité attend du nouveau pouvoir à Madagascar s'attaque aux dérives constatées depuis plusieurs années.

03/02 - Microsoft et Zoo de Zurich achètent du carbone du complexe forestier Makira-Masoala. Leurs dirigeants doivent se rendre à Madagascar pour remettre le prix d'achat de 140.000 tonnes de carbone cap-

turées dans ce secteur, soit l'équivalent de 400.000 dollars. Le contrat conclu avec l'État en décembre a une durée de trois ans. Il a trait à la préservation de l'environnement à titre de contribution à la lutte contre l'effet de serre. D'après les explications du secrétaire général du ministère de l'Environnement, le complexe Maki-ra-Masoala emmagasine annuellement 800.000 tonnes de carbone, selon l'évaluation effectuée par des sociétés spécialisées. Cinq parcs sont actuellement en cours d'évaluation dans le pays. Le chèque annoncé sera réparti à raison de 50% pour les communautés de base, 20% pour le ministère de l'environnement, 20% pour les opérateurs et acteurs dans la défense de l'environnement. 5% seront retenus pour les frais d'administration et 5% pour les achats d'équipements destinés au parc.

► Bailleurs de fonds

02/02 - Haleh Bridi, directrice des opérations de la Banque mondiale dans l'océan Indien : le retour à l'ordre constitutionnel ouvre la voie au retour des bailleurs de fonds. Dans une interview à RFI³, elle se réjouit que l'élection de Hery Rajaonarimampianina ait été saluée par la communauté internationale. Le nouveau président, venu au sommet de l'Union africaine, propose l'organisation d'une conférence des donateurs pour Madagascar d'ici à 3 mois. « *Une très bonne idée* », selon Haleh Bridi, directrice des opérations de la Banque mondiale sur la Grande île. Elle suggère même que cette conférence des bailleurs soit jumelée à une conférence des investisseurs pour multiplier les partenariats public-privé.

03/02 - La Banque mondiale précise que l'enveloppe destinée à Madagascar ne sera que de l'ordre de 200 millions de dollars, contrairement aux pics des financements qui atteignaient les 600 à 650 millions de dollars avant la crise politique de 2009. La Banque attend en effet que le nouveau gouvernement démontre sa capacité d'absorption et d'utilisation à bon escient de la première enveloppe accordée. Son responsable de la communication a tenu à préciser que le fait d'avoir un nouveau président élu ne veut pas dire que les financements seront automatiquement rétablis. La procédure de négociation qui doit s'instaurer avec le nouveau pouvoir devra reposer sur un « *document cadre* » comme l'ancien MAP ou DSRP, jugé suffisamment crédible par l'institution.

11/02 - Reprise de contacts avec l'UE. En marge du sommet de l'UA à Addis-Abeba le 30 janvier, Hery Rajaonarimampianina a pu s'entretenir avec le commissaire européen au développement, Andris Piebalgs. Cette rencontre, facilitée par Irchad Razaaly, un diplomate français d'origine malgache (précédemment en poste en Afrique du Sud) et membre du cabinet du commissaire, a permis aux deux interlocuteurs d'aborder la question du calendrier de la reprise de l'aide de l'UE à Madagascar. La Commission européenne travaille sur une enveloppe d'aide à Madagascar d'environ 70 millions d'euros et sur la levée de l'article 96 de l'accord de Cotonou qui impose toujours des « *mesures appropriées* » à l'encontre d'Antananarivo. Les élections de fin 2013 ont en effet été jugées conformes aux standards internationaux « *acceptables* ». Les membres de l'équipe du nouveau président souhaiteraient que l'enveloppe du 11ème FED (période 2014-2020) soit équivalente à celle du 10ème, d'un montant de 577 millions euros.

12/02 - Une mission du FMI est arrivée à Madagascar. Aucune communication officielle n'est attendue sur l'objet et l'issue de cette mission, qui se veut discrète. Selon certaines explications, la Grande île est encore officiellement sous la sanction du FMI suite à la décision de son conseil d'administration de décembre 2008⁴. « *Il appartiendra au conseil d'administration dans lequel siègent tous les pays membres de prendre une décision pour la levée de cette sanction. Ce conseil siège régulièrement mais on ne sait pas encore quand il se penchera sur le cas de Madagascar* », explique une source. Au stade actuel, le seul blocage possible qui pourrait retarder cette levée de sanction est de nature politique. Même si, officiellement, le FMI se fonde exclusivement sur les questions techniques, il n'est pas à écarter que des conditionnalités politiques entrent en ligne de compte. Des pays influant au sein du conseil pourraient, par exemple, être exigeants sur des questions comme le respect des droits de l'homme et les mesures d'apaisement, avec tous les sujets qui y sont liés comme le retour au pays de Marc Ravalomanana, note *L'Express*.

► Divers

³

Cf. http://telechargement.rfi.fr/edgesuite.net/rfi/francais/audio/modules/actu/201402/Cap_ocean_indien_02_02_Madagascar_Banque_mondiale_Bridi.mp3

⁴ C'est en décembre 2008, bien avant l'éclatement de la crise de 2009, que le FMI avait décidé de suspendre le programme Fonds pour la réduction de la pauvreté et de croissance (FRPC) à Madagascar. C'était à la suite d'une mission d'inspection qui avait, à l'époque, réclamé au gouvernement malgache des éclaircissements sur l'achat de l'avion présidentiel ainsi que sur la détaxation accordée à une cargaison d'huile de Tiko. Des aides internationales dont, entre autres, les aides budgétaires avaient alors été suspendues à la suite de cette décision.

01/02 - La guerre contre l'invasion acridienne est encore loin d'être gagnée. Trois hélicoptères et un avion léger seront utilisés cette année pour renforcer les opérations aériennes de prospection et de lutte contre les criquets. Les habitants des régions Melaky et Menabe ont lancé un appel de détresse et réclament des renforts. L'insécurité alimentaire menace. Selon un rapport conjoint du PAM et la FAO, la mauvaise campagne agricole qui a provoqué un déficit de 240.000 tonnes de riz usinés pour la campagne 2013-2014, est due à une combinaison de plusieurs facteurs, notamment l'invasion acridienne et les conditions météorologiques. Selon l'observatoire du riz, une baisse de 20% de la production de riz a été constatée pour l'année écoulée. Selon le ministère du commerce, une hausse de 50% des importations de riz par le privé a été constatée en 2013 par rapport à l'année précédente.

03/02 - Les paramètres techniques laissent présager une poursuite de la dépréciation de l'Ariary face au dollar et à l'euro. Après avoir dépassé pour la première fois le seuil de 3.000 Ariary pour un euro en septembre, la monnaie nationale a atteint un taux record de 3.109. « *Tant que le taux d'inflation à Madagascar restera élevé par rapport à celui de l'Europe, cette dépréciation se poursuivra* », explique un spécialiste. Les analyses évoquent la possibilité d'arriver à un taux de change de 4.000 Ariary pour un euro. D'une manière générale, l'envolée du cours de change n'est pas sans lien avec la perspective d'une reprise des discussions avec le FMI, l'institution risquant de réclamer un ajustement monétaire afin que le cours de l'Ariary reflète réellement l'état actuel de l'économie. Au mieux, Madagascar devra tenter d'échelonner les ajustements pour amortir ses impacts sociaux sur la population.

L'Express relève un paradoxe en quatre ans de crise sans aides extérieures et avec une baisse des recettes de l'État, le ministre des finances et du budget, Rajaonarimampianina, a pu empêcher l'Ariary de couler, alors que le président Rajaonarimampianina commence son mandat par une dépréciation rapide et certainement durable de l'Ariary. Désormais, les institutions internationales vont exiger que Madagascar affronte les réalités vraies. Une démarche classique, exactement comme il y a quarante ans, lorsque Didier Ratsiraka a dû « *s'agenouiller* » devant le FMI et la Banque mondiale après l'échec cuisant de son aventure socialiste qui avait marqué le début de l'appauvrissement de la population. Les bailleurs de fonds vont scruter l'origine des fonds utilisés pendant la Transition et vont demander des comptes. On peut redouter les effets de ce retour des conditionnalités sur le pouvoir d'achat de la population. Une crise sociale menace.

La sécurité du territoire maritime, l'une des priorités du nouveau président sera difficile à réaliser. La sécurisation des 5.000 km de côtes nécessiterait un renforcement de la marine nationale, tant en hommes qu'en matériels. À en croire le contre-amiral Lucien Rakotoarisoa, commandant des forces navales, « *l'espace maritime malgache, composé de la mer territoriale et de la zone économique exclusive fait presque la superficie de la Grande île* ». L'officier affirme qu'une mise à jour des forces navales « *nécessite une volonté politique* ». La première étape en vue de leur renforcement est « *l'achat de navires et de matériels, qui répondront aux besoins et aux objectifs* ». Les enjeux économiques sont considérables. L'absence de contrôle actuelle favorise les pêches industrielles illégales et le pillage des ressources halieutiques nationales. La situation rend également possible les exportations illicites de bois précieux.

Insécurité : une baisse notable du nombre de touristes en 2013. Le tourisme malgache poursuit sa chute libre. Malgré les initiatives de relance dans le secteur tourisme, celui-ci continue de vivre mal les annulations en série survenues au lendemain du triple lynchage des ressortissants français à Nosy-Be. A cela s'ajoutent les attaques récurrentes contre des touristes dans les parcs nationaux. Les dernières estimations révèlent que les arrivées touristiques de 2013 ont reculé de 22% par rapport à 2012, année où la Grande île avait enregistré plus de 275.000 arrivées. Contre toute attente, les investissements dans le secteur ne faiblissent pas malgré la crise politique locale et le marasme économique mondial. L'office national du tourisme ambitionne d'atteindre 400.000 arrivées dans les 18 mois. Au cours de ces 10 dernières années, l'année 2008 a été celle où Madagascar a enregistré le plus grand nombre de touristes avec 375.000 arrivées.

07/02 - L'insécurité persiste dans les zones touristiques, y compris dans les parcs nationaux. « *Le recours à un guide officiel n'est plus une garantie absolue de sécurité. Aucune destination touristique ne peut être considérée comme étant a priori épargnée par le risque d'agression* », met en garde le site de l'ambassade de France. « *En raison d'attaques récentes et répétées, parfois d'une extrême violence, l'île de Nosy Be est classée zone orange* », précise-t-il. Anakao (Sud-Ouest) serait également concerné par ce classement en zone orange. Le tourisme malgache reste gravement menacé. Certains opérateurs pensent que les mesures préventives qui ont été prises ne sont pas à la hauteur de la gravité de la situation.

02/02 - Agro-industrie : une menace pour l'agriculture familiale. Le Collectif Tany (Défense des terres malgaches) met en garde les pouvoirs publics contre l'afflux d'investisseurs étrangers qui pratiquent le plus souvent une monoculture destinée à l'exportation, au détriment de l'agriculture familiale et de l'environnement⁵. Les projets d'agro-industrie provoquent souvent l'expulsion des paysans de leurs terres,

⁵ Cf. Blog Justmad - <http://p1.storage.canalblog.com/12/77/448497/93481646.pdf>

avec ou sans compensation. Ces projets proposent des emplois très souvent précaires, la plupart du temps saisonniers ou journaliers, aggravant ainsi le chômage dans les zones rurales et l'exode vers les villes. Le Collectif entend continuer à revendiquer que les droits des paysans sur leurs terres soient reconnus. Les terres sont devenues une valeur inestimable à l'époque actuelle et pour l'avenir. « *Gardons-les jalousement et ne les bradons pas, car il s'agit d'un capital à valoriser et non pas à céder* », ajoute-t-il. Il est important de profiter de la mobilisation mondiale en faveur de l'agriculture familiale et de la mise en place d'une nouvelle équipe au pouvoir à Madagascar pour replacer les paysans au cœur des politiques de développement.

05/02 - Les biens dilapidés du groupe Tiko évoqués en conseil de gouvernement par le ministre du commerce, issu de la mouvance Ravalomanana. Il constate des « *situations de dépouillements graves pour lesquelles les autorités ont à prendre des mesures d'urgence* ». « *Si le nouveau président entend promouvoir le retour à l'Etat de droit, la protection des biens de Tiko pourrait être un test pour lui* », écrit *La Gazette*. Mais le quotidien ajoute que si le gouvernement répond à la demande de Tiko, il devra en faire autant pour les autres victimes du « *lundi noir* » du 26 janvier 2009. L'ex-Transition s'était engagée à procéder à des dédommagements, qui n'ont jamais été réalisés.

13/02 - Hery Rajaonarimampianina pour la préservation du patrimoine du groupe Tiko. Face aux actes de vandalisme que subissent les usines du groupe, le président de la République a donné l'ordre de renforcer le gardiennage des entités Tiko installés dans l'enceinte du port de Toamasina jusqu'à ce que leur sort judiciaire soit solutionné. De même, l'Etat, qui détient 60% du capital de l'entité de Vohidiala, va assurer la sécurité de la structure. Quant à l'usine à Sambaina, Hery Rajaonarimampianina a fait savoir qu'il appartient à son propriétaire de prendre les dispositions qui s'imposent pour son gardiennage, les forces de l'ordre ne devant œuvrer qu'à titre de renfort.

La Gazette s'interroge : Pourquoi l'ancien chef de l'Etat bénéficierait-il d'un traitement de faveur alors que des millions d'habitants, victimes d'agressions quotidiennes en tous genres, n'ont droit qu'à une protection minimale, pour ne pas dire inexistante ? Pourquoi privilégier Marc Ravalomanana dont les biens ont été mal acquis ? La reconquête sécuritaire doit s'adresser à tous les individus sur tout le territoire, sans distinction, estime le quotidien. Cette attention portée au propriétaire du groupe Tiko ne serait pas dénuée d'arrière-pensée : elle aurait pour objectif de marquer davantage la distance du nouveau pouvoir vis-à-vis du président de la Transition. Marc Ravalomanana serait-il le bouclier utilisé par Hery Rajaonarimampianina pour se protéger des flèches d'Andry Rajoelina ?

07/02 - Deux envoyés spéciaux de la firme française Veolia Environnement ont assisté à l'investiture de Hery Rajaonarimampianina, révèle *La LOI*. Le premier, Laurent Obadia, est depuis 2011, conseiller auprès d'Antoine Frérot (PDG), et depuis avril 2013, directeur de la communication de Veolia. Il était accompagné, par Patrick Couzinet, directeur commercial de la firme, qui a supervisé la construction d'une usine de traitement d'eau pour le projet minier d'Ambatovy. Les deux hommes ont été vus en compagnie du Français Philippe Leclerc et de sa compagne, belle-fille de l'ancien ministre français de la justice, Jacques Toubon. Ancien conseiller d'Andry Rajoelina, Philippe Leclerc avait en France une société d'ingénierie financière Orizon Finance, mise en liquidation en octobre 2012. Fin 2013, il a fait le tour des entreprises françaises pour essayer de trouver des fonds pour la campagne d'Hery Rajaonarimampianina. Leclerc et Deniau étaient les invités du nouveau couple présidentiel à cette investiture, à laquelle assistait une autre connaissance d'Obadia, l'ancien juge anti-terroriste élu en juin 2012 député des Français de l'étranger, Alain Marsaud. Obadia et Marsaud sont proches du premier ministre mauricien Navin Ramgoolam. Quelques années plus tard, Obadia est devenu son conseiller économique puis a travaillé un temps à l'ambassade de Maurice à Paris.

Parmi les invités à l'investiture de Hery Rajaonarimampianina figurait également le Franco-Malgache Bernard Ramanantsoa, directeur général du groupe HEC Paris et neveu du général Gabriel Ramanantsoa, président de la République entre 1972 et 1975. Bernard Ramanantsoa était l'invité personnel de Solofo Rasoarahona, SG de la présidence à titre provisoire. Rasoarahona est l'associé du chef de l'Etat depuis 1995 au sein du cabinet d'expertise-comptable Auditeurs & associés CGA. Il est aussi le délégué général de la filiale du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS) à Madagascar, dont la maison mère à Paris est dirigée par son beau-frère, le Français Pascal Chaigneau.

Claude Guéant, ancien secrétaire général de l'Elysée sous l'ère Sarkozy, s'intéresse à Madagascar, révèle *la LOI*. Il dirige aujourd'hui un cabinet d'avocats parisien avec son fils. Il travaillait jusqu'ici uniquement sur des dossiers de l'Afrique de l'Ouest mais Il utilise aussi son carnet d'adresses en Libye et commence à s'intéresser à Madagascar, à la faveur des récentes élections. Le jour de l'investiture de Hery Rajaonarimampianina, Claude Guéant a appelé ce dernier pour le féliciter. Il a téléphoné également à Andry Rajoelina. Il avait obtenu le contact direct de ces deux personnalités grâce au consultant Jean-Philippe Karouby qui travaille sur certains dossiers à Maurice et à Madagascar. Karouby se trouvait à Antananarivo, invité à l'investiture du nouveau président qu'il connaît depuis plusieurs années.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune.com, Newsmada (Les Nouvelles, Le Courrier, JdM, Reflet), La Gazette de la Grande Ile, La Nation, Le Daily, La Vérité, Madagascar Matin, Matv, Matera (agence de presse Madagascar), Sobika, Orange.mg, Tananews, Madonline, Madagate, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, APOI, Reuters, Xinhua, Slate Afrique, Afriqueinfos, Indian-ocean-times.

Taux de change au 14/02/14, 1 euro = 3143 Ariary (cours pondéré)